

RCS : EVRY
Code greffe : 7801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1976 B 90910
Numéro SIREN : 562 136 036
Nom ou dénomination : RAZEL-BEC

Ce dépôt a été enregistré le 06/04/2019 sous le numéro de dépôt 12563

Greffe du tribunal de commerce d'Evry



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 06/04/2019

Numéro de dépôt : 2019/12563

Déposant :

Nom/dénomination : RAZEL-BEC

Forme juridique :

N° SIREN : 562 136 036

N° gestion : 1976 B 90910



COMPTES CONSOLIDES GROUPE RAZEL-BEC

BILAN

(En Milliers d' Euros)

ACTIF	30.09.2017			30.09.2016
	Bruts	Amortissements provisions	Nets	Nets
Immobilisations incorporelles				
- Frais d'établissement, recherche, développement	41	31	10	24
- Fonds commercial, concessions, brevets	4 120	2 763	1 357	343
- Autres immobilisations incorporelles et acomptes versés	11 134	4 795	6 338	7 563
- Ecart d'acquisition				
Immobilisations corporelles				
- Terrains et constructions	33 125	18 340	14 785	12 512
- Matériels et outillages	126 566	104 584	21 982	28 574
- Autres immobilisations corporelles	46 252	36 207	10 045	12 870
- Immobilisations en cours et acomptes versés	1 635		1 635	3 797
Immobilisations financières				
- Titres de participation non consolidés	357	83	274	191
- Titres mis en équivalence	3 199		3 199	3 266
- Créances rattachées à des participations				
- Autres titres immobilisés	482	14	468	555
- Prêts et autres immobilisations financières	1 564	7	1 557	1 493
ACTIF IMMOBILISE	228 475	166 823	61 652	71 189
Stocks				
- Matières premières et autres approvisionnements	12 814	441	12 373	16 620
- Produits finis	3 135	58	3 077	3 824
- Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	5 296	864	4 432	4 950
Créances				
- Créances clients et comptes rattachés	328 046	2 227	325 820	307 510
- Autres créances	122 119	561	121 558	111 839
Valeurs Disponibles				
- Valeurs mobilières de placement	1 982		1 982	
- Compte courant FAYAT	40 585		40 585	35 836
- Disponibilités	71 135		71 135	49 536
ACTIF CIRCULANT	585 113	4 151	580 962	530 114
Comptes de régularisation				
- Charges constatées d'avance	7 037		7 037	9 164
- Ecart de conversion actif				
TOTAL DE L'ACTIF	820 626	170 975	649 651	610 468
Créances à plus d'un an	20 811	203	20 608	16 123
				17

CERTIFIÉ CONFORMÉ
Laurent FAYAT
 Président
 RAZEL-BEC



COMPTES CONSOLIDES GROUPE RAZEL -BEC

BILAN

(En Milliers d'Euros)

PASSIF	30.09.2017	30.09.2016
- Capital social	20 000	20 000
- Primes d'émission		
- Réserve légale	2 000	2 000
- Autres réserves	814	814
- Report à nouveau	568	570
- Résultat de l'exercice (part du groupe)	4 645	5 807
- Réserves de consolidation	53 320	45 572
CAPITAUX PROPRES	81 346	74 763
- Intérêts hors groupe	(2 544)	(1 928)
Fonds propres avant affectation	78 801	72 835
- Provisions pour risques	48 909	42 942
- Provisions pour charges	31 140	31 740
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	80 049	74 682
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
- Découverts bancaires	7 251	9 578
- Emprunts auprès des établissements de crédit	60 182	76 834
Avances et acomptes reçus sur commandes	80 276	66 708
Autres dettes		
- Dettes fournisseurs	107 005	113 261
- Dettes sociales	34 533	34 073
- Dettes fiscales	42 873	42 269
- Dettes sur immobilisations	3 817	1 472
- Autres dettes	132 812	90 671
DETTES	468 751	434 866
Comptes de régularisation		
- Produits constatés d'avance	22 050	28 085
- Ecart de conversion passif	(0)	
TOTAL DU PASSIF	649 651	610 468
Emprunts à plus d'un an	39 302	52 413
Emprunts à moins d'un an	20 880	24 421

18



COMPTES CONSOLIDES GROUPE RAZEL-BEC

COMPTE DE RESULTAT

(En Milliers d'Euros)

DETERMINATION DU RESULTAT NET	30.09.2017	30.09.2016
- Chiffre d'affaires	686 932	701 435
- Autres produits d'exploitation	14 163	6 661
- Reprises sur provisions	25 010	38 666
- Transfert de charges d'exploitation	8 939	4 681
Total des produits d'exploitation	735 045	751 443
- Achats et services extérieurs consommés	479 138	484 679
- Autres charges d'exploitation	644	1 505
- Impôts, taxes et versements assimilés	12 071	12 800
- Salaires, traitements et charges sociales	178 852	185 919
- Dotations aux amortissements d'exploitation	17 319	18 590
- Dotations aux provisions d'exploitation	31 330	34 499
Total des charges d'exploitation	719 354	737 993
RESULTAT EXPLOITATION	15 691	13 450
- Intérêts reçus et autres produits	973	1 369
- Reprises sur provisions à caractère financier	2 300	1 257
- Profits de change	1 954	6 669
Total des produits financiers	5 227	9 295
- Intérêts payés et autres charges	2 403	1 825
- Dotations aux provisions à caractère financier	253	3 369
- Pertes de change	6 930	5 115
Total des charges financières	9 585	10 309
RESULTAT FINANCIER	(4 358)	(1 014)
RESULTAT COURANT	11 333	12 436
- Résultat exceptionnel sur opérations de gestion	(4 198)	(3 583)
- Résultat exceptionnel sur opérations en capital	527	(98)
- Variation des amortissements et provisions exceptionnels	1 248	(424)
Résultat exceptionnel	(2 423)	(4 105)
Impôt sur les bénéfices	(4 127)	(2 669)
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	4 783	5 662
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	388	1 180
Amortissement des survaleurs	(1 225)	(1 456)
RESULTAT NET DE L ENSEMBLE CONSOLIDE	3 947	5 386
Intérêts minoritaires	698	422
RESULTAT NET PART DU GROUPE	4 645	5 807
Résultat par action en euro	€ 5,33	€ 6,67

19



ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

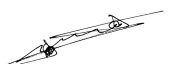
Bilan au 30 septembre 2017

Les comptes consolidés de RAZEL-BEC S.A.S. avec ses filiales sont établis conformément aux règles d'évaluation fixées par le Code de Commerce, à l'arrêté du 22 juin 1999 homologuant le règlement CRC n°99-03 pour l'application du nouveau plan comptable général et à l'arrêté du 22 juin 1999 homologuant le règlement CRC n°99-02 pour la nouvelle méthodologie des comptes consolidés.

La présentation du Compte de Résultat a été simplifiée et fait référence aux modèles proposés par le Conseil National de la Comptabilité.

Nous avons conservé l'option pour un classement par nature des charges et l'évaluation des actifs à leur coût historique.

La présente annexe mentionne toutes les informations expressément prévues par les textes dès lors qu'elles ont un caractère significatif. Tous les montants sont indiqués en milliers d'euros.



1 – FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

- Signature d'un avenant pour la poursuite du projet Tabellout (Algérie)
- Signature du contrat du « lot T2B » de la Ligne 15 du métro réalisé dans le cadre du Grand Paris
- Nouvelle implantation en Zambie
- Au cours de l'exercice, le 12 mai 2017, la dissolution sans liquidation de la société DELTA + a été prononcée, à effet rétroactif au 1er octobre 2016. La société LHERM TP SAS, associée unique, en est devenue propriétaire et possède la jouissance de l'universalité du patrimoine de la Société DELTA+.

2- PERIMETRE DES SOCIETES CONSOLIDEES

A - Filiales France

Noms	Siège	N° Siret	%
RAZEL-BEC SAS	91400 SACLAY	562136036 00216	Mère
COTEG SAS	94120 FONTENAY SOUS BOIS	301239604 00046	100
BIANCO SA	73401 UGINE	075820092 00031	99,93
LACHAUX PAYSAGE SAS	77410 VILLEVAUDE	390440022 00023	100
REQUIP SA	91400 SACLAY	351581251 00011	99,76
SINGLANDE SAS	47130 BRUCH	400225520 00024	100
GTP SAS	37210 VOUVRAY	351610217 00025	100
BS ENVIRONNEMENT SNC	30000 NIMES	418643268 00018	99,99
LANGUEDOC ROUSSILLON MATERIAUX SA	34400 LUNEL	384018438 00042	49,99
R2C SNC	34680 ST GEORGES D'ORQUES	441408697 00023	99,80
SIRFIA SARL	07100 ANNONAY	518291935 00014	100
FARMEX TECHNOLOGIES SARL	34140 MEZE	420335580 00015	70
DELTA ROUTE SAS	31270 CUGNAUX	435070982 00036	100
LHERM TP SAS	31270 CUGNAUX	402933840 00017	100

B - Filiales Etranger

Noms	Siège	%
RAZEL CAMEROUN SA	YAOUNDE - CAMEROUN	99,94
RAZEL ALGERIE SARL	ALGER – ALGERIE	100
RAZEL MALI SARL	BAMAKO – MALI	100
RAZEL OBRAS CIVIS E ENGENHARIA LTA	LUANDA – ANGOLA	49
RAZEL BEC INTERNATIONAL LTD	EBENE- ILE MAURICE	100
RAZEL GUINEE EQUATORIALE SA	MALABO-GUINEE EQUATORIALE	69,95
ISO AGRAGAL SPA	ALGER-ALGERIE	48,71
RAZEL BEC MALAISIE SDN BHD	KUALA LUMPUR – MALAISIE	100
TECHNISYSTEMS SDN BHD	KUALA LUMPUR - MALAISIE	100
RAZEL BEC INFRAESTRUTURAS, LDA	MAPUTO – MOZAMBIQUE	100
IPGRB CO., LTD	YANGON – MYANMAR	49
RAZEL MYANMAR COMPANY LIMITED	YANGON - MYANMAR	100



Toutes les filiales sont intégrées globalement à l'exception des sociétés :

- LANGUEDOC ROUSSILLON MATERIAUX : mise en équivalence ;
- RAZEL OBRAS CIVIS E ENGENHARIA (RAZEL ANGOLA) : mise en équivalence ;
- IPGRB : intégrée proportionnellement.

2.1 - Exclusions du périmètre de consolidation

- ♦ RAZEL ENVIRONNEMENT (inactive)
- ♦ SAFIRM 3 (non significative)
- ♦ BEC IRLANDE (non significative)
- ♦ STVM SARL (non significative)
- ♦ TTS (non significative)

2.2 - Modification du périmètre de consolidation

Entrée / Sortie en périmètre dans l'exercice :

- ♦ RAZEL ZAMBIE - Entrée
- ♦♦ DELTA PLUS SARL – Sortie (TUP en faveur de Lherm TP SAS)

3 – COMPARABILITE DES COMPTES ET CHANGEMENT DE METHODE

Les méthodes de présentation et d'évaluation retenues pour établir les comptes de l'exercice 2017 sont demeurées inchangées par rapport à celles de l'exercice précédent.

4 – MODALITE DE CONSOLIDATION, METHODE D'EVALUATION

4.1 - Principes et modalités de Consolidation

4.1.1 - Date d'arrêté des filiales consolidées :

Tous les comptes des filiales consolidées ont été arrêtés au 30.09.2017.

4.1.2 - Traitement de l'écart de première consolidation :

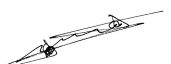
L'écart figurant au bilan concerne :

- la survalueur payée pour l'acquisition de la société LACHAUX PAYSAGE qui s'élève à 1061 K€.

Cette survalueur est amortie sur 10 ans et est complètement amortie au 30.09.2016.

- la survalueur payée pour l'acquisition de la société SINGLANDE qui s'élève à 1278 K€.

Cette survalueur est amortie sur la durée d'exploitation de la carrière dont la société possède le droit de fortage. Le montant net au 30.09.2017 ressort à 907 K€.



- la survaleur payée pour l'acquisition du fonds de commerce de la branche Travaux Publics de la société CARI qui s'élève à 2665 K€. Cette survaleur est amortie sur 23 ans : le montant net au 30.09.2017 ressort à 1970 K€.

- la survaleur payée pour l'acquisition partielle de la société ISO AGRAGAL qui s'élève à 746 K€. Cette survaleur est amortie sur la durée d'exploitation de la carrière. Un amortissement exceptionnel de 624 K€ a été passé en 2017 pour amortir complètement la survaleur du fait de la signature en septembre 2017 d'un protocole prévoyant la cession des parts de Iso Agragal détenues par Razel Algérie SARL. Le montant net au 30/09/2017 ressort ainsi à 0 K€.

- la survaleur déterminée lors de l'entrée en périmètre de RAZEL BEC MALAISIE s'élève à 79K€. Cette survaleur est intégralement amortie au 30/09/2017.

- la sous valeur déterminée lors de l'entrée en périmètre de TECHNISYSTEMS s'élève à 523K€. Le badwill a été complètement repris au 30/09/2016.

- la survaleur payée pour l'acquisition partielle de la société FARMEX TECHNOLOGIES qui s'élève à 2987 K€. Cette survaleur est amortie sur 10 ans. Pour rappel, l'amortissement de la première année avait été augmenté de 1 500K€, correspondant à un risque de dépréciation d'une créance qui existait lors du rachat de cette société mais qui ne figurait pas dans ses comptes. Le montant net au 30/09/2017 ressort à 1 550 K€.

- la survaleur déterminée lors de l'entrée en périmètre du groupe DELTA ROUTE (comprenant Delta Route, Delta Plus et Lherm TP) est de 2 317 K€. Cette survaleur est amortie sur 10 ans. Le groupe Delta Route est entré dans le périmètre de consolidation en date du 1^{er} janvier 2016. La société Delta plus a fait l'objet d'une TUP au profit de LHERM TP avec effet rétroactif au 01/10/2016. La survaleur du groupe DELTA ROUTE n'en a pas été affectée. Le montant net au 30/09/2017 ressort à 1 912 K€.

4.1.3 - Traitement des écarts de conversion des sociétés étrangères hors zone Euro :

Les comptes des sociétés étrangères hors zone Euro ont été convertis au taux de clôture pour le bilan, au taux moyen pour le compte de résultat. L'écart de conversion dégagé a été porté au poste "Ecart de conversion" dans les réserves consolidées.

4.2 - Principes comptables et méthodes d'évaluation



4.2.1 - Détermination du chiffre d'affaires et du résultat

Le chiffre d'affaires et le résultat sont constatés selon la méthode de l'avancement conformément à l'avis n°99-10 du Conseil National de la Comptabilité relatif aux contrats à long terme.

Le résultat constaté à la clôture de l'exercice n'est jamais supérieur au produit du résultat final prévu par le pourcentage d'avancement.

Lorsqu'un contrat doit conduire à un résultat global déficitaire, il est constaté une provision pour perte à terminaison égale à la différence entre la perte finale estimée et le total des pertes relatives à ce contrat déjà prises en compte à la date de clôture.

Les résultats prévisionnels à terminaison des chantiers sont révisés périodiquement. S'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations peuvent parfois différer des estimations.

Le chiffre d'affaires est constitué :

- du chiffre d'affaires réalisé en propre par le Groupe,
- de la quote part de chiffre d'affaire réalisé au travers des Sociétés En Participation dans lesquelles RAZEL-BEC et ses filiales sont membres sous déduction des prestations facturées à ces mêmes Sociétés En Participation.

4.2.2 - Comptabilisation des opérations en participation :

Les Sociétés En Participation ne sont pas comprises dans le périmètre de consolidation.

La méthode utilisée est celle d'une comptabilité autonome tenue par l'associé gérant.

Néanmoins le compte de résultat consolidé intègre la quote part de chiffre d'affaires ainsi que la quote part de charges réalisées dans l'exercice dans chacune des Sociétés En Participation dans lesquelles RAZEL-BEC ou ses filiales sont membres.

L'impact sur le compte de résultat est le suivant (en milliers d'euros) :

- quote part de chiffre d'affaires net des prestations facturées aux SEP :	183 654 K€
- quote part de charges :	-158 978 K€

Impact sur le résultat d'exploitation avant résultat des opérations faites en commun	+24 676 K€
Impact sur le résultat sur opérations faites en commun	- 24 676 K€
Impact sur le résultat d'exploitation	0 K€



4.2.3 - Frais de recherche et développement :

Plusieurs sociétés du Groupe engagent des frais de recherche et développement. Ces frais sont inscrits en charges de période.

4.2.4 - Immobilisations corporelles :

Les plans d'amortissement sont établis sur des bases linéaires, sur des durées conformes aux usages de la profession. L'amortissement de type dégressif, lorsqu'il est pratiqué dans les comptes sociaux est inscrit en provisions réglementées et retraité dans les comptes consolidés.

Les durées usuelles d'amortissement sont les suivantes :

- ♦ Constructions et agencements : 10 à 20 ans
- ♦ Matériel de production d'une puissance supérieure à 200 CV : 7 ans
- ♦ Matériel de production d'une puissance inférieure à 200 CV et matériel de transport : 5 ans

4.2.5 - Résultat sur cessions d'immobilisations liées à l'exploitation normale :

Le groupe ne fait apparaître dans le résultat exceptionnel que les éléments ne provenant pas des activités ordinaires (pertes et profits sur cessions de titres et d'immobilisations hors exploitation, cessions liées à un arrêt d'activité).

4.2.6 - Stocks

Les stocks de matériaux et approvisionnements sont évalués selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

Les stocks de produits finis sont évalués au coût de revient.

4.2.7 - Valeurs disponibles

Les valeurs disponibles présentées au bilan comprennent outre les valeurs mobilières de placement et les disponibilités (soldes débiteurs des comptes bancaires et soldes des comptes de caisse), le solde débiteur du compte courant de la société FAYAT SAS, société mère du groupe FAYAT. Le fonctionnement de ces comptes courants est régi depuis le 1er octobre 2009 par une convention de centralisation de trésorerie. Ces soldes sont représentatifs d'excédents de trésorerie remontés à la société FAYAT, rémunérés, et dont les remboursements sont garantis par cette dernière.

Le solde de ce compte courant est également pris en compte dans le montant de la trésorerie présenté dans le tableau des flux de trésorerie.

4.2.8 - Filiales étrangères

Les comptes de nos filiales étrangères ont été retraités et mis en harmonie avec les règles françaises d'évaluation et de comptabilisation.

Les méthodes utilisées sont celles prévues à l'article L123 du Code de Commerce.



4.2.9 – Options dérogatoires

Pour l'exercice 2017, l'entreprise n'a appliqué aucune des options dérogatoires au Code de Commerce prévues par les articles L233-16 à L233-28 et R233-3 à R233-16 relatifs aux comptes consolidés.

4.2.10 – Retraitements de consolidation

Les différents retraitements et éliminations prévus par l'article R233-8 du Code de Commerce ont été effectués dès lors qu'ils avaient une incidence significative sur le patrimoine, la situation financière et le résultat du groupe consolidé, notamment :

- ◆ le reclassement des comptes de l'ensemble des Sociétés intégrées selon un plan de compte commun au Groupe ;
- ◆ le retraitement des amortissements des filiales étrangères pour une mise en harmonie des amortissements des sociétés du Groupe ;
- ◆ le retraitement des écritures passées pour la seule application des législations fiscales notamment celles qui concernent les provisions réglementées en France et à l'étranger ;
- ◆ l'élimination des résultats internes à l'ensemble consolidé et des comptes réciproques des entreprises consolidées par intégration.

4.2.11 – Impôts différés

Conformément à l'article R233-13 du Code de Commerce, les impositions différées résultant des décalages temporaires d'impôt sont calculées à la clôture.

Par ailleurs, les retraitements et éliminations prévus à l'article R233-8 ont fait l'objet d'un retraitement parallèle de l'impôt incident (provisions réglementées, amortissements...).

Les impôts différés sont calculés société par société, la méthode du report variable est utilisée.

Les soldes nets actifs ne sont pris en compte que dans la mesure où il est probable qu'ils pourront être récupérés.

Sur l'exercice 2017, il a été constaté un impact en résultat des impôts différés de 4 656 K€.

Le solde de clôture des impôts différés au 30 septembre 2017 s'élève à 17 907 K€ (13 407 K€ en 2016) dont - 607 K€ au titre des différences temporaires (5 940 K€ en 2016) et 18 513 K€ au titre des reports déficitaires (7 467 K€ en 2016).



4.2.12 – Provision pour risques et charges

Elles sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contreparties attendues. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Elles sont décomposées par nature au § 5.3.

4.3 - Engagement en matière de retraites et avantages similaires

Les engagements en matière de retraite sont inscrits en provisions pour charges dans les comptes consolidés pour un montant de 8 867 K€.

L'évaluation de l'engagement de l'entreprise est basée sur l'estimation des prestations futures, auxquelles pourront prétendre les salariés au moment de leur départ en retraite, pondérée par la probabilité d'être présents dans l'entreprise à 67 ans.

Le montant ainsi obtenu, fait l'objet d'une actualisation à un taux de 1,67 %.

Le taux d'augmentation des salaires a été fixé à 1%.

Un régime de retraite complémentaire à prestations définies a été mis en place pour certaines catégories de personnel auprès d'une compagnie d'assurance.

Les cotisations versées à la clôture permettent de couvrir les passifs estimés correspondant aux prestations à servir.

Le groupe a provisionné également le coût futur estimé des médailles du travail.

Le montant provisionné ressort à 821K€ au 30 septembre 2017.



5 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1 - Variation de l'actif immobilisé brut

	Montant au 30/09/2016	Variation de périmètre et apports	Entrées	Sorties et autres mouvements	Montant au 30/09/2017
Immobilisations incorporelles (1)	2 960		1 289	(88)	4 161
Ecart d'acquisition	11 134				11 134
Immobilisations corporelles (1)					
- terrains et constructions	30 682		3 166	(689)	33 159
- matériel outillage et autres	185 689		6 445	(17 714)	174 420
Immobilisations financières	5 609		348	(355)	5 602
TOTAL	236 073		11 248	(18 846)	228 475

(1) y compris immobilisations en cours

5.2 - Variation de l'actif immobilisé amortissements et provisions

	Montant au 30/09/2016	Variation de périmètre et apports	Dotations	Sorties et autres mouvements	Montant au 30/09/2017
Immobilisations incorporelles	2 592		288	(87)	2 793
Ecart d'acquisition	3 571		1 224		4 795
Immobilisations corporelles					
- terrains et constructions	17 104		1 562	(326)	18 340
- matériel outillage et autres	141 511		15 984	(16 704)	140 791
Immobilisations financières	104				104
TOTAL	164 883		19 058	(17 117)	166 823



5.3 - Tableau de variation des provisions

	Montants au 30/09/2016	Variation de périmètre et apports	Dotations	Reprises		Autres mouvements	Montants au 30/09/2017
				utilisées	non utilisées		
<u>RISQUES ET CHARGES</u>							
Litiges	8 205		2 390	370	1 852	54	8 426
Garanties données	4 153		1 800	2 228		70	3 795
Lissage résultat	60		782	60			782
Amendes et pénalités			100				100
Pertes à terminaison	12 809		6 585	7 003		3	12 394
Pertes filiales							
Autres risques (1)	17 716		12 331	5 143	1 627	136	23 413
Sous-total provisions pour risques	42 942		23 988	14 804	3 479	263	48 909
Retraites et avantages similaires	8 866		1 052	229			9 689
Remise en état des sites	1 856		75	125		(8)	1 798
Autres charges	21 019		6 769	8 322		188	19 654
Badwill							
Sous-total provisions pour charges	31 740		7 896	8 676		180	31 140
Total provisions Passif	74 682		31 884	23 480	3 479	443	80 049

(1) dont litiges, pénalités et risques sur affaires non provisionnées par ailleurs

	Montants au 30/09/2016	Variation de périmètre et apports	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montants au 30/09/2017
<u>Dépréciation d'Actif circulant</u>						
Stocks	539		45	77	(8)	499
Avances et acomptes versés sur commandes	873		11	19		865
Créances clients	4 504		287	2 561	(3)	2 227
Autres créances	697			137		560
Total dépréciation Actif	6 613		343	2 794	(11)	4 151



5.4 - Tableau de variation des capitaux propres consolidés (part du Groupe)

	Capital	Primes	Réserve légale	Autres réserves (1)	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Réserves consolidées	Total Capitaux Propres
Situation à la clôture N - 2	20 000		2 000	1 009	565	7 077	42 130	72 782
Mouvements				-195		5 807		
Affectation résultat N-1					1 905	-7 077	5 173	
Augmentation de capital								
Dividendes versés					-1 900			
Apports								
Variation de périmètre								
Homogénéisation des méthodes								
Ecart de conversion							-1 731	
Situation à la clôture N - 1	20 000	0	2 000	814	570	5 807	45 572	74 763
Mouvements						4 645		
Affectation résultat N-1					498	-5 807	5 309	
Augmentation de capital								
Dividendes versés					-500			
Apports								
Variation de périmètre								
Homogénéisation des méthodes								
Ecart de conversion							2 439	
Situation à la clôture N	20 000	0	2 000	814	568	4 645	53 320	81 346



5.5 - Echéances des prêts, créances et dettes

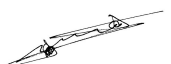
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	au-delà	Total
Créances rattachées à des participations				
Prêts et autres immobilisations financières	123	1 441		1 564
Avances et acomptes versés sur commandes	5 296			5 296
Créances clients	326 566	1 480		328 046
Autres créances	122 743	(624)		122 119
Sous-total prêts et créances	454 728	2 297		457 025
Dettes établissements de crédit	28 131	39 302		67 433
Avances et acomptes reçus sur commande	80 276			80 276
Dettes fournisseurs	107 005			107 005
Autres dettes	214 036			214 036
Sous-total dettes	429 449	39 302		468 751

5.6 - Titres non consolidés et Placements

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Avances consenties
Titres	357	83	274	
Total Titres	357	83	274	
Placements				
SICAV monétaires				
Autres placements				
Dépôts à terme et avances				
Total placements				

15/03/2018

32



Tableaux des flux de trésorerie

	30/09/2017	30/09/2016
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ		
Résultat net des entreprises intégrées	4 783	5 662
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	22 754	16 561
- Variation des impôts différés	-4 656	-1 764
- Plus-values de cession	-2 327	-3 027
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	20 554	17 432
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	600	1 000
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		
- stocks	5 074	4 366
- créances d'exploitation	-16 992	-62 925
- dettes d'exploitation	40 881	36 067
	28 963	-22 492
Variation du besoin en fonds de roulement hors exploitation		
- créances hors exploitation	567	4 956
- dettes hors exploitation	2 533	-2 693
	3 100	2 263
Flux net de trésorerie généré par l'activité	53 217	-1 797
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	-11 248	-19 444
Variation du fonds de roulement rattaché aux investissements	2 545	-1 673
Cession d'immobilisations	3 948	7 388
Augmentation de capital en nature		
Incidence des variations de périmètre		-1 950
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-4 755	-15 680
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-500	-1 900
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-2	-2
Augmentation de capital *		
Emissions d'emprunts	9 000	28 000
Remboursements d'emprunts	-25 630	-23 575
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-17 132	2 523
Incidence des variations de cours de devises	-671	-3 924
VARIATION DE TRÉSORERIE	30 658	-18 878
Trésorerie d'ouverture	75 793	94 671
Trésorerie de clôture	106 451	73 393

* part revenant aux minoritaires



5.8 - Chiffre d'affaires

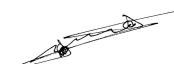
5.8.1 - Répartition par zone géographique

	30/09/2017	30/09/2016
France	451 292	437 453
Europe hors France	5 129	4 275
Afrique	216 893	248 415
Asie	3 504	2 688
Caraïbes	5 781	3 459
Proche-Orient	4 334	5 145
Total	686 932	701 435

5.8.2 - Répartition par activité

	(En pourcentage)	
	30/09/2017	30/09/2016
Terrassements	10,8	22,0
Génie civil	30,5	25,1
Souterrains	11,0	11,4
VRD	18,4	16,6
Routes	16,2	13,7
Espaces verts	1,9	1,5
Carrières	2,7	2,7
Barrages	6,8	5,5
divers	1,7	1,5
	100,0	100,0

Les autres informations de nature sectorielles, prévues par les textes, ne sont pas fournies en raison du préjudice qui pourrait en résulter pour le Groupe.



5.9 - Effectifs

	Totaux		France		Etranger	
	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2017	30/09/2016
Ingénieurs et cadres	938	928	650	601	288	327
Agent de maîtrise et employés	1 077	1 094	571	573	506	521
Ouvriers	3 251	3 243	1 030	1 083	2 221	2 160
EFFECTIF TOTAL	5 266	5 265	2 251	2 257	3 015	3 008

5.10 - Engagements financiers

Engagements donnés	30/09/2017	30/09/2016
1/ Garanties financières		
* Avances	208 135	140 460
* Paiements sous traitant	10 772	10 063
* Autres garanties financières	30 198	37 159
2/ Cautions sur marchés		
* Soumissions	7 750	10 050
* Retenue Garantie	185 793	148 849
* Bonne fin	134 990	105 663
3/ Rachats locations financières (1)	1 914	2 526
4/ Clause de retour à meilleure fortune (2)	16 500	16 500
5/ Nantissement de fonds de commerce	810	810
6/ Garantie corporat	10 170	16 909
TOTAL engagements donnés	607 032	488 989
Engagements reçus		
* Cautions sous-traitants	10 071	8 805
* Remboursement avances		
* Garanties de paiement	20 322	18 177
* Autres engagements reçus	1 500	1 600
TOTAL engagements reçus	31 893	28 582

(1) valeur d'origine du matériel	47 410	53 401
loyers restant dus à moins d'un an	7 566	7 446
loyers restant dus à plus d'un an	16 785	26 191

(2) Conditions d'exercice de la clause de retour à meilleure fortune :

- Que la société RAZEL-BEC retrouve une situation nette consolidée supérieure à 75 M€ d'ici le 30 septembre 2018, étant précisé que cette situation nette comptable s'appréciera sans tenir compte de toutes opérations d'augmentation ou de réduction de capital.
- Que la société RAZEL-BEC retrouve une rentabilité égale ou supérieure à 3 % (résultat consolidé après impôt et participation des salariés par rapport au Chiffre d'Affaires consolidé) pendant 2 années consécutives, pendant la période du 1er octobre 2013 au 30 septembre 2018.
Passé ce délai du 30 septembre 2018, et abstraction faite de la première condition, cette subvention, ou partie de subvention non encore remboursée, sera remboursable par quart tous les ans sous réserve de résultat positif après les remboursements effectués de la subvention et ainsi de suite jusqu'à extinction totale de cette créance.
Si un solde de quart n'est pas honoré suite à l'absence de résultat positif, ce solde sera dû dès l'année suivante à condition que le résultat dudit exercice soit suffisamment positif.



6 - INFORMATIONS DIVERSES

6.1 - Incidence des Sociétés En Participation non consolidées sur certains postes du bilan

- ◆ poste «autres créances» : 121 558 K€ dont créances sur les SEP 58 261 K€.
- ◆ poste «autres dettes» : 132 812 K€ dont dettes envers les SEP 107 477 K€.

6.2 - Incidence des Sociétés En Participation non consolidées sur le résultat courant

Les quotes-parts de résultat des Sociétés En Participation s'élèvent à 11 611 K€.

◆ Chiffre d'Affaires :	183 654 K€
◆ Charges	<u>-158 978 K€</u>
	+24 676 K€

6.3 - Résultat exceptionnel

Ce résultat d'un montant de -2 424 k€ comprend le résultat exceptionnel pour - 1506 K€ et le résultat hors exploitation pour - 918 K€

Résultat exceptionnel

◆ Amendes et pénalités :	- 48 K€
◆ Provisions exceptionnelles :	+ 100 K€
◆ Amortissements exceptionnels :	- 94 K€
◆ Autres éléments exceptionnels :	- 1 464 K€
dont -1 262 K€ de coûts de départs.	

Résultat hors exploitation

◆ Résultat des activités abandonnées :	- 921 K€
◆ Résultat sur cession de titres :	+ 3 K€

6.4 – Entité consolidante

Les comptes du Groupe RAZEL- BEC sont consolidés depuis le 1^{er} janvier 2009 par la société FAYAT.

6.5 – Honoraires commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes compris dans les charges de l'exercice s'élève à 344 K€.

6.6 – Crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi

Le CICE est comptabilisé en diminution des charges de personnel pour un montant de 3 536 K€.

CERTIFIÉ CONFORME
Laurent FAYAT
Président
RAZEL-BEC



RAPPORT DE GESTION 2017

A L'ASSEMBLEE GENERALE

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale afin de vous rendre compte de l'activité de votre société et soumettre à votre approbation les comptes et résultats de l'exercice clos le 30 septembre 2017.

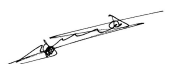
ACTIVITE DU GROUPE

Le Chiffre d'affaires du Groupe Razel-Bec consolidé s'est élevé au 30 septembre 2017 à 686 Millions d'Euros contre 701 Millions d'Euros l'exercice précédent.

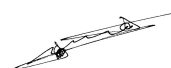
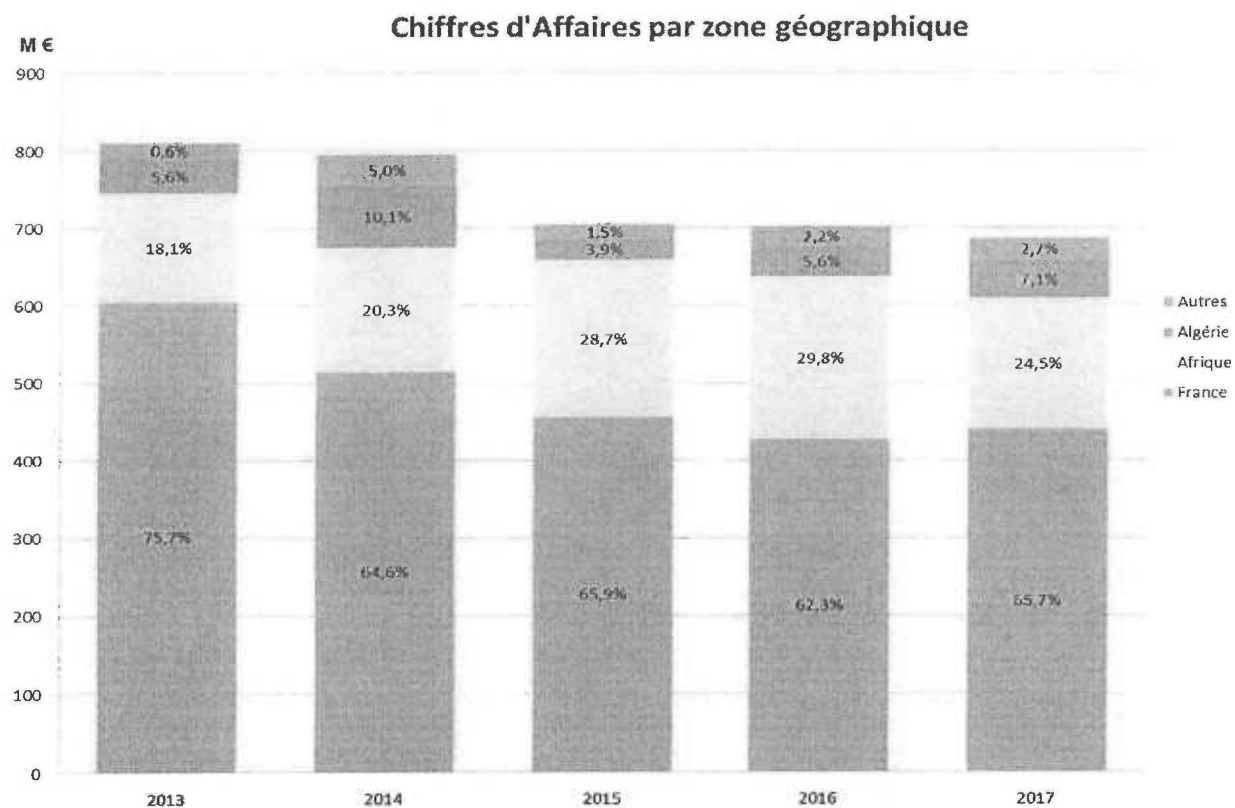
La répartition géographique a été la suivante :

(En millions d'Euros)

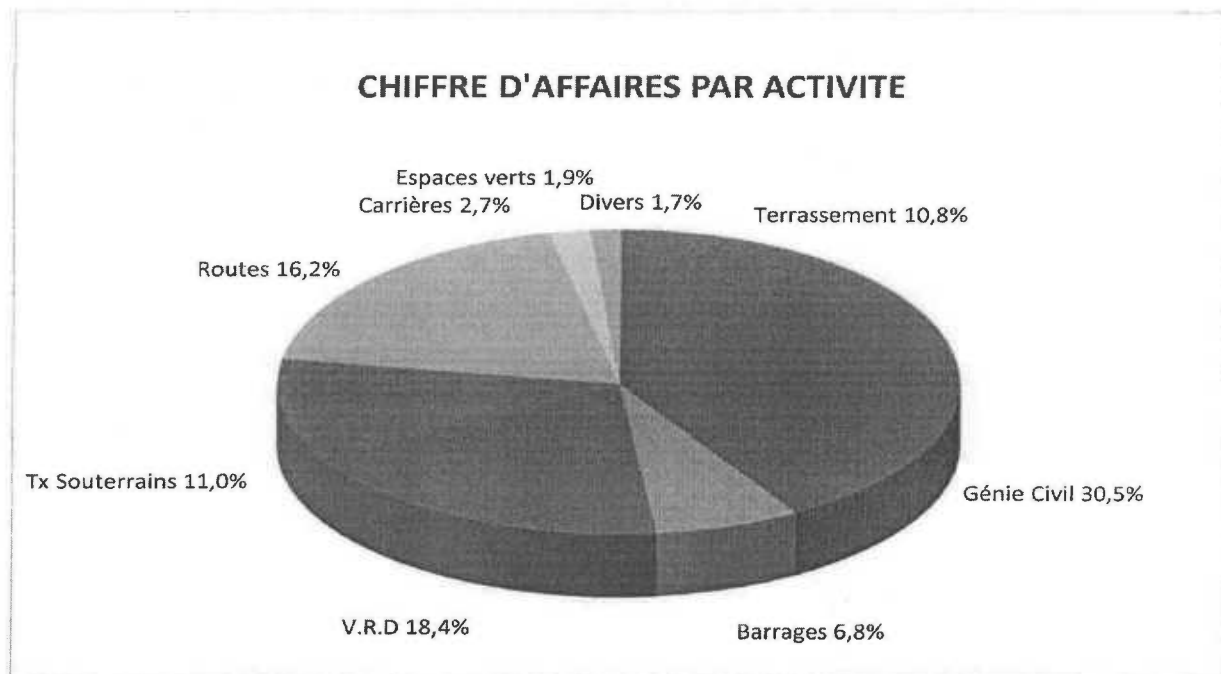
	2017	2016
France et DOM	450,6	437,4
Europe (hors France)	5,1	4,3
Afrique (hors Algérie)	168,1	209,0
Algérie	48,8	39,4
Asie	9,3	7,8
Caraïbes	4,3	3,5
TOTAL	686,2	701,4



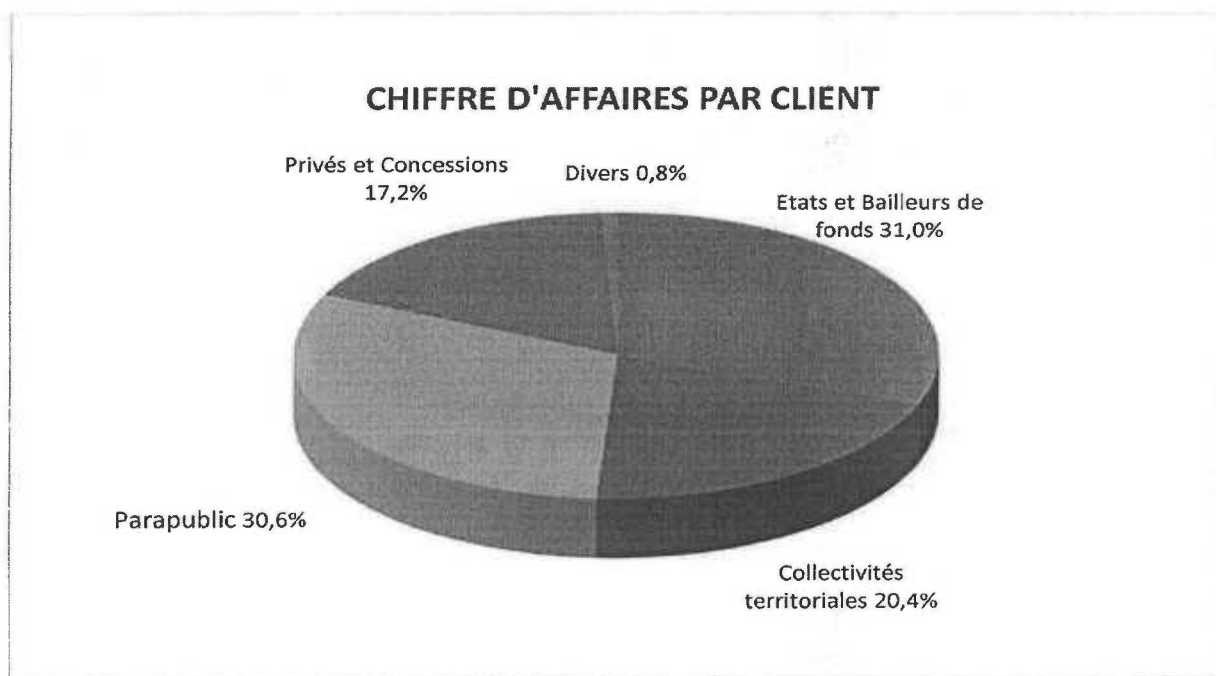
L'évolution de cette répartition au cours des cinq derniers exercices est représentée sur le graphique ci-après.



La répartition par activité pour l'exercice 2017 se présente comme suit :



La clientèle est, comme les années précédentes, essentiellement publique et parapublique (82% contre 85,3% l'exercice passé).



LES FAITS MARQUANTS

- Signature d'un avenant pour la poursuite du projet Tabellout (Algérie)
- Signature du contrat du « lot T2B » de la Ligne 15 du métro réalisé dans le cadre du Grand Paris
- Nouvelle implantation en Zambie

DETAIL DES ACTIVITES PAR PERIMETRE

Principaux chantiers par périmètres d'unités opérationnelles :

GENIE CIVIL OUVRAGES D'ART

Ce périmètre regroupe les activités de grands projets de génie civil.

Les opérations ci-dessous ont continué au cours de l'exercice :

- RJH - Réacteur Jules Horowitz
- Réacteur nucléaire ITER Tocamak
- Projet CHEOPS – Hall d'essai de refroidissement au sodium des centrales nucléaires
- ICEDA Phase II (Installation de Conditionnement et d'Entreposage de Déchets Activés)
- Usine de prétraitement d'eaux à Achères
- Viaduc Lot 4 de la future ligne B du Métro de Rennes
- Refonte Usine de prétraitement du SIAAP, à Clichy
- CEA - Phénix projet Noah (GCNS)
- EDF – Réparation de défaut de parement sur diverses centrales nucléaires (GCNS)
- Rénovation de l'installation du CEA ISAI, à Bagnols sur Cèze (GCNS)

De nouveaux chantiers ont été acquis :

- Extension de l'entreposage des colis vitrifiés de La Hague
- Pont Jean-Jacques Bosc à Bordeaux
- Projet ASTEL, CEA de Marcoule (GCNS)

D'autres se sont achevés :

- A9 - Lot Est de Terrassements, Ouvrages d'Art, Rétablissement de Communications et Chaussées (TOARCC)
- Ligne à Grande Vitesse SEA - SGI
- Viaduc, site de la Grande Chaloupe (La Réunion)



DIRECTION INFRASTRUCTURES LINEAIRES

Ce périmètre regroupe nos grands chantiers de terrassement et d'activité d'infrastructures linéaires.

Les opérations ci-dessous ont continué au cours de l'exercice :

- A16 - Prolongement d'Isle Adam jusqu'à La Francilienne (RN104)

D'autres se sont achevées :

- Ligne à Grande Vitesse LGV SEA – SGI
- A9 - Lot Est de Terrassements, Ouvrages d'Art, Rétablissement de Communications et Chaussées (TOARCC)

DIRECTION DES GRANDS PROJETS

Ce périmètre regroupe les unités opérationnelles des Souterrains, des Barrages en Algérie et de la Direction des Grands Projets France.

En France, les opérations ci-dessous ont continué au cours de l'exercice :

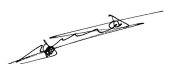
- Tunnel de Fréjus (France)
- Prolongement de la ligne 14 du métro de Paris (lot 1)
- Boulevard Périphérique Nord de Lyon

De nouveaux chantiers ont été acquis :

- Ligne 15 du métro de Paris, lot T2B
- EOLE – Prolongement du RER E de Saint Lazare à la Défense

A l'étranger, les opérations ci-dessous ont continué au cours de l'exercice :

- Tunnel de Fréjus (Italie)
- Réalisation de galeries du barrage Upper Yeywa (Myanmar)
- Galeric Tabellout (Algérie)



DIRECTION REGION NORD

Ce périmètre regroupe les agences et filiales en Île de France et dans l'ouest de la France

Les opérations ci-dessous ont continué au cours de l'exercice :

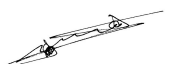
- ZAC Ivry Confluence (IDF Est)
- Hôpital de Melun (IDF Est)
- Aménagement du centre-ville de Vincennes (IDF Est)
- Aménagement voiries RD5 Sud à Vitry s/ Seine (IDF Est)
- Mise en accessibilité PMR de la Gare de Corbeil Essonne (IDF Est)
- Clichy Batignolles MLK (IDF Ouest)
- ZAC Charles Renard (IDF Ouest)
- Prolongement du T3b pour la RATP (IDF Ouest)
- Reconstruction de la station de pompage de Bruyères-de-Sèvres (IDF Ouest)
- Création d'un bassin de stockage d'assainissement unitaire à Ermont (IDF Ouest)
- Requalification des Terrasses Boieldieu Quartier d'affaires de la défense, lots 1 et 3 (IDF Ouest)
- Réaménagement de la rue des Bourguignons à Asnières s/ Seine et Bois Colombe (IDF Ouest)
- Liaison Massy-Valenton (IDF GC)
- Gare de Versailles Chantiers (IDF GC)
- A16 - Prolongement d'Isle Adam jusqu'à La Francilienne (IDF GC)
- Eco quartier des Bergères à Puteaux (IDF GC)
- Construction d'un bassin enterré de stockage d'eau, Issy-les-Moulineaux (IDF GC et COTEG)
- Refonte Usine de prétraitement du SIAAP, à Clichy (COTEG)

De nouveaux chantiers ont été acquis :

- Pont Alma (IDF Est)
- Déviation de la RN19 (IDF Est et IDF GC)
- Prolongement de la Ligne 11 du métro de Paris (IDF GC)
- Construction d'un faisceau de voies pour le Tramway 4, à Noisy-le-Sec (IDF GC)
- Ligne 15 du métro de Paris, lot T2B (COTEG)

D'autres se sont achevés :

- Bail maçonnerie sud (IDF Est)
- ZAC Croix Blanche (IDF Est)
- Rocquencourt ZAC du Bourg (IDF Ouest)
- Passage souterrain sous le pont de Bezons - RD311 (IDF Ouest)
- Réalisation partie Est du parc de Boulogne (IDF Ouest)
- Aménagement des espaces publics aux abords de la halle Freyssinet (IDF Ouest)
- Construction passerelle piétons / extension quai T2 – ZAC Pont d'Issy (IDF Ouest)
- Construction parking souterrain à Gagny (IDF GC)
- Parcs à gaz Lot 1 (IDF GC)



DIRECTION REGION SUD

Ce périmètre regroupe les agences et filiales du sud de la France.

Les opérations ci-dessous ont continué au cours de l'exercice :

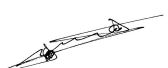
- RN116, déviation de Joncet (DRS LR Perpignan)
- RD613, déviation de Montagnac (DRS LR Montpellier)
- Construction poste électrique du château Gombert à Marseille (DRS Provence)
- Aménagement du parvis et création d'un pôle bus à l'Aéroport Marseille (DRS Provence)
- Aménagements urbains du quartier des Salines et des Cannes phase 1 (DRS Provence)
- Extension réseau Tramway Nice (DRS Côte d'Azur)
- Quartier Les Moulins Lots 3/4 (DRS Côte d'Azur)
- Mise aux normes PMR de la Gare de Nice (DRS Côte d'Azur)
- Reconstruction de l'usine de Levens (DRS Côte d'Azur)
- Aménagement rue Dénuzière (DRS Rhône Alpes)
- Double couloir de Bus – Ligne C3 entre Lafayette et Bonneville (DRS Rhône Alpes)
- Travaux de VRD à Messimy (DRS Rhône Alpes)
- Marché à bon de Commande Grand Lyon L3 VRD 2016-2019 (DRS Rhône Alpes)
- Marché à bon de Commande Grand Lyon - Démolition 2016-2019 (DRS Rhône Alpes)
- Boulevard Périphérique Nord de Lyon (DRS Rhône Alpes)
- Equipement des trottoirs de Toulouse, 2016-2018 (DRS Lherm TP)

De nouveaux chantiers ont été acquis :

- Parc éolien Champagne (DRS LR Perpignan)
- Suppression PN 33 à Baillargues (DRS LR Montpellier)
- Marché à bons de commande 3M lot 7 (2017-2021) (DRS LR Montpellier)
- Aménagements urbains du quartier des Salines et des Cannes phase 2 (DRS Provence)
- Travaux sur le boulevard de l'Europe à Vitrolles (DRS Provence)
- Installation d'une liaison électrique souterraine sur la route de Briançon (DRS Côte d'Azur)
- Galerie Sainte Devote à Monaco (DRS Côte d'Azur)
- Construction infrastructures destinées à recevoir les hélicoptères NH90 (DRS Midi Pyrénées)
- Construction d'un nouveau bâtiment de déchargement Beluga (DRS Midi Pyrénées)
- Gare d'Annemasse (DRS Rhône Alpes)

D'autres se sont achevés :

- Tramway Montpellier ligne 4 (DRS LR Perpignan et LR Montpellier)
- Parc éolien Sambres, entre Mas Cabardes, Roquefère et Labastide (DRS LR Perpignan)
- Marché à bons de Commande Montpellier Centre 2013-2017 (DRS LR Montpellier)
- Station de pompage Méjanelle III Lot 1 (DRS LR Montpellier)
- Travaux sur avenue de Marseille à Vitrolles (DRS Provence)
- Aménagement de l'aire de stockage de Cambarette Nord (DRS Provence)
- Suppression passage à niveau à La Calade (DRS Provence)
- Tramway de Marseille (DRS Provence)
- Liaison électrique souterraine entre la Trinité-Victor et Monte Carlo (DRS Côte d'Azur)
- Amélioration de la capacité de la ligne SNCF Cannes-Grasse (DRS Côte d'Azur)
- Voie structurante de la Plaine du Var - 40m suite (DRS Côte d'Azur)
- Projet Bus Tram à la CA Sophia Antipolis lot 3 (DRS Côte d'Azur)
- Restructuration du Sporting d'Hiver à Monaco (DRS Côte d'Azur)
- Ligne à Grande Vitesse LGV SEA - SGI (DRS Midi Pyrénées)
- Travaux d'Extension du Bioreacteur de Labessière Candeil (DRS Midi Pyrénées)



DIRECTION DEVELOPPEMENT DURABLE / OPERATIONS TRANSVERSES

Ce périmètre regroupe les agences et filiales d'exploitation de carrières, de traitement des déchets et eaux usées. Il regroupe aussi certaines filiales spécialisées et certaines unités transverses.

Les opérations ci-dessous ont continué au cours de l'exercice :

- Exploitation de la gravière de Muret (Matériaux Sud-Ouest)
- Exploitation commerciale des carrières de notre filiale Singlande
- Exploitation commerciale des carrières de notre filiale LR Matériaux

De nouveaux chantiers ont été acquis :

- Réseau de chaleur urbain à Albertville (Bianco)

D'autres se sont achevés :

- RD 1091 Séchilienne (Bianco)
- Travaux d'aménagement hydraulique, environnemental et paysager de l'Isère à l'amont du Pont de la Batic (Bianco)
- Travaux d'étanchéité de la décharge des Maringouins (EBL)

DIRECTION INTERNATIONALE

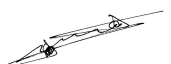
Ce périmètre regroupe notre activité internationale (hors Algérie).

Les opérations ci-dessous ont continué au cours de l'exercice :

- Travaux d'accès au stade d'Olembé (Cameroun)
- Travaux d'urgence à Yaoundé (Cameroun)
- Construction de routes pour désenclaver le bassin agricole de l'Ouest (Cameroun)
- Construction du canal de drainage sur le Mfoundi Aval à Yaoundé - PADY (Cameroun)
- Amélioration de l'accès à l'eau potable de la ville de Yaoundé (Cameroun)
- Travaux d'aménagement des canaux de drainage pluvial dans la ville de Douala (Cameroun)
- Exploitation commerciale de la carrière de N'Kometou (Cameroun)
- Exploitation commerciale de la carrière de Logbadjeck (Edéa) (Cameroun)
- Corniche de Brazzaville (Congo Brazzaville)
- Axe routier Akoupe-Kotobi-Bongouanou (Côte d'Ivoire)
- Aéroport de Port au Prince (Haïti)
- Adduction d'Eau Potable Abu Alanda (Jordanie)
- Réhabilitation du système d'adduction d'eau potable de la ville de Jeremie (Haïti)
- Réalisation des travaux annexes aux galeries du barrage Upper Yeywa (Myanmar)

De nouveaux chantiers ont été acquis :

- Batchenga (Cameroun)
- Aménagement de l'échangeur de l'amitié Ivoir-Japonaise (Côte d'Ivoire)
- Adduction d'eau potable Gagnoa-Sinfra - RPE (Côte d'Ivoire)
- Travaux sur RN3 (Haïti)
- Réhabilitation de l'aéroport de Gao (Mali)
- Réhabilitation du barrage de Kariba (Zambie)
- Adduction d'eau à Antrim (La Dominique)
- Adduction d'eau potable à Domoni (Comores)



D'autres se sont achevés

- Pénétrante Est Douala (Cameroun)
- Travaux d'aménagement des zones de relocalisation nord & sud à Kribi (Cameroun)
- Réhabilitation des chaussées aéronautiques de l'Aéroport de Douala (Cameroun)
- Route Kinkala Mindouli (Congo Brazzaville)
- Route Adzobe Agnibelenkro (Côte d'Ivoire)
- Voiries Abengourou Agnibélékrou Bettié (Côte d'Ivoire)
- Contournement de Bata (Guinée Équatoriale)
- Radiale 5 (Guinée Équatoriale)
- Contournement Malabo Tres (Guinée Équatoriale)
- Aménagements infrastructures Minusma (Mali)
- Aéroport de Maputo (Mozambique)

LES PERSPECTIVES

Le carnet de commandes à fin Septembre 2017 s'élève à 1 378,7 Millions d'Euros, dont 644,0 Millions d'Euros à réaliser sur l'exercice 2018 (soit un taux d'acquisition sur l'objectif de CA 2018 de 87,02 %). A titre de comparaison, le carnet de commandes au 30 Septembre 2016 était de 1 121,1 Millions d'Euros dont 597,6 Millions d'Euros à exécuter sur l'exercice 2017 (soit un taux d'acquisition sur l'objectif de CA 2017 de 80,76%).

Le groupe poursuit sa stratégie de développement à l'international et en France, notamment en région et sur les projets du Grand Paris.

LES RESSOURCES HUMAINES

Au :	France				Étranger				Total			
	IAC	ETAM	CNRO	Total	IAC	ETAM	CNRO	Total	IAC	ETAM	CNRO	Total
30/09/2016	601	573	1 083	2 257	327	521	2 160	3 008	928	1 094	3 243	5 265
30/09/2017	650	571	1 030	2 251	288	506	2 221	3 015	938	1 077	3 251	5 266



LES INVESTISSEMENTS DU GROUPE

La valeur nette des immobilisations corporelles a diminué de 9,4 millions d'euros, les entrées s'élevant à 9,6 millions pour un montant de dotations nettes de 17,5 millions d'euros.

En Millions d'Euros

Valeur nette des immobilisations corporelles au 30 septembre 2016	57,8
Entrées du 1 ^{er} octobre 2016 au 30 septembre 2017	9,6
Valeur nette comptable des sorties	(1,3)
Différence de change et variation de périmètre	(0,2)
Changement de méthode	-
Amortissements de l'exercice	(17,5)
Valeur nette des immobilisations corporelles au 30 septembre 2017	48,4



LES RESULTATS DU GROUPE

Le résultat d'exploitation est bénéficiaire de 15 691 K€ contre 13 450 K€ en 2016.

Le résultat financier est déficitaire de 4 358 K€ contre 1 014 K€ en 2016.

Le résultat courant est bénéficiaire de 11 333 K€ contre 12 436 K€ en 2016.

Le résultat exceptionnel est déficitaire de 2 423 K€ contre 4 105 K€ en 2016.

L'amortissement des survaleurs est négatif pour 1 225 K€ contre 1 456 K€ en 2016.

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence s'établit à 388 K€ contre 1 180 K€ en 2016.

La charge d'impôt sur bénéfices s'élève à 4 127 K€ contre 2 669 K€ en 2016.

De ce fait, le résultat net consolidé part du groupe est en baisse et s'élève à 4 645 K€ contre 5 807 K€ en 2016, soit une diminution de 20 %.

Compte-tenu des résultats du Groupe, aucun intéressement ne sera versé aux salariés.

En terme de structure financière, les capitaux propres sont passés de 74,8 M€ à 81,3 M€ après prise en compte du résultat de l'exercice (+4,6 M€) et de la distribution de dividendes intervenue dans l'exercice (-0,5 M€).

Le solde des emprunts à moyen terme s'établit à 60,1 M€ contre 76,8 M€ en 2016 dont 39 M€ sont à échéance supérieure à un an.

Les emprunts mis en place dans l'exercice se sont élevés à 9 M€ et les remboursements se sont élevés à 25,6 M€.

Ainsi que le montre le tableau de flux de trésorerie, la trésorerie du groupe a augmenté de 30,7 M€ passant de 75,8 M€ au 30 septembre 2016 à 106,4 M€ au 30 septembre 2017.

Cette augmentation de la trésorerie est principalement due à une baisse du besoin en fonds de roulement.



LES RESULTATS DE RAZEL-BEC

Le bénéfice de l'exercice clos au 30/09/2017 s'élève à 1 189 378 € contre 497 688 € en 2016.
Cette variation du bénéfice s'explique par :

- Le résultat d'exploitation qui a augmenté de 5 097 K€, celui-ci s'élevant à 5 375 K€ contre 278 K€ en 2016.
- Une forte dégradation du résultat financier de 3 961 K€, celui-ci s'élevant à 3 961 K€ contre 7 923 K€ en 2016.
- Une forte amélioration du résultat exceptionnel de 3 663 K€, celui-ci s'élevant à (3 901) K€ contre (7 564) K€ en 2016.
- Et enfin, une forte augmentation de la charge d'impôt, celle-ci passant de 139 K€ en 2016 à 4 247 K€ en 2017.

Le résultat distribuable se présente comme suit :

• Bénéfice de l'exercice	1 189 378 €
• Autres Réserves	72 786 €
• Report à nouveau au 30 septembre 2017	567 591 €
• Bénéfice distribuable	1 829 755 €

Nous vous proposons d'affecter comme suit :

• Pour la distribution des dividendes	1 800 000 €
• Pour le solde en Autres Réserves	29 755 €

Le versement des dividendes sera effectué le mercredi 4 avril 2018 aux détenteurs d'actions à cette date.

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2017, non éligibles à la réfaction de 40% s'élèvent à 1 800 000 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Distribution globale	Abattements	Sans abattement
30/09/2014	11 000 000 €	0 €	11 000 000 €
30/09/2015	1 900 000 €	0 €	1 900 000 €
30/09/2016	500 000 €	0 €	500 000 €

REMUNERATION DES MEMBRES DES ORGANES DE DIRECTION

Le montant individualisé des rémunérations, honoraires et avantages servis aux membres des organes de Direction a été communiqué à l'actionnaire unique.



TABLEAU DES RESULTATS

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, ci-dessous le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

Natures des indications	2013	2014	2015	2016	2017
SITUATION FINANCIERE EN FIN D'EXERCICE					
- Capital social	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
- Nombre d'actions émises	870 696	870 696	870 696	870 696	870 696
RESULTAT GLOBAL DES OPERATIONS EFFECTIVES					
- Chiffres d'affaires hors taxe	509 608 315	508 284 714	465 729 408	430 050 573	378 167 566
- Bénéfices avant impôt, participation, amortissement et provisions	19 851 850	41 351 638	12 173 556	10 215 880	21 369 257
- Impôts sur les bénéfices	1 317 576	2 495 366	2 132 007	139 322	4 246 546
- Bénéfices après impôt, participation, amortissement et provisions	1 420 648	16 194 848	1 904 179	497 688	1 189 377
Montant des bénéfices distribués		11 000 000	1 900 000	500 000	N.D.
RESULTAT DES OPERATIONS REDUIT A UNE SEULE ACTION					
- Bénéfices après impôt et participation mais avant amortissements et provisions	21,29	42,44	11,06	11,57	19,67
- Bénéfices après impôt, participation, amortissement et provisions	1,63	18,6	2,19	0,57	1,37
- Dividendes versés à chaque action		12,63	2,18	0,57	N.D.
PERSO NNEL					
- Nombre de salariés (au 30 septembre)	3 267	3 096	3 164	2 781	3 370
- Montant de la masse salariale	137 281 080	131 497 524	123 925 897	119 974 536	112 551 961
- Montant des sommes versées au titres des avantages sociaux (Sécurité Sociale (Sécurité Sociale, oeuvre sociales, etc...))	41 311 925	40 860 604	38 767 574	36 444 246	35 306 813



ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

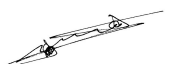
Aucun mandat de dirigeant ou de commissaires aux comptes n'est arrivé à expiration.

INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

Conformément aux articles L.441-6-1 et D.441-4 du Code de Commerce, nous vous informons qu'à la clôture de l'exercice, les soldes des dettes et créances en France se décomposent par date d'échéance comme suit (en milliers d'euros) :

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau au I de l'article D. 441-4 du code de										
	Article D. 441 I-1* - factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					Article D. 441 I-1* - factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu				
	de 1 à 30 j	de 31 à 60 j	de 61 à 90 j	> 91 j	total (1j ou +)	de 1 à 30 j	de 31 à 60 j	de 61 à 90 j	> 91 j	total (1j ou +)
(A) Tranches de retard de paiement										
Nombre de factures concernées	2 139					3 574				
Montant total des factures concernées K€. TTC	2 388	11	1 271	1 533	5 203	4 279	0	2 422	18 369	25 059
Pourcentage du montant total des achats TTC de l'exercice	1%	0%	1%	1%	3%					
Pourcentage du chiffre d'affaires TTC de l'exercice						1%	0%	1%	5%	7%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées										
Nombre de factures exclues	8	2	17	349	376	0	0	0	72	72
Montant total des factures exclues (K€ TTC)	30	13	137	1 041	1 221	0	0	0	220	220
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)										
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input type="checkbox"/> Délais contractuels (préciser) : <input checked="" type="checkbox"/> Délais légaux (préciser) :					<input type="checkbox"/> Délais contractuels (préciser) : <input checked="" type="checkbox"/> Délais légaux (préciser) :				

Il convient de préciser que les dettes fournisseurs de nos établissements à l'étranger ne sont pas assujetties à la loi LME.



INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- Frais de recherche et de développement :

Les frais engagés au titre de l'exercice par notre direction « D2I » (Direction Ingénierie Innovation) se sont élevés à 2 893 K€.

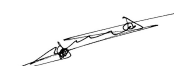
- Evènements importants survenus entre la date de clôture et la date du présent rapport :

Aucun élément significatif n'est à signaler.

- Charges non déductibles :

Les charges non déductibles (hors provisions) se sont élevées à 286.265 €.

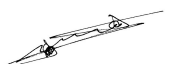
Votre président vous invite, après la lecture des rapports présentés par vos commissaires aux comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.



RAZEL-BEC

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 30 septembre 2017)





Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 30 septembre 2017)

A l'Associé unique
RAZEL-BEC
3 rue René Razel - Christ de Saclay
91892 ORSAY

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société RAZEL- BEC relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 octobre 2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation :

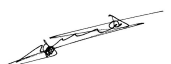
Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 3.5 de l'annexe qui expose le principe retenu en matière de présentation des valeurs disponibles à l'actif du bilan.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Votre société applique la méthode dite de l'avancement pour l'enregistrement du chiffre d'affaires et du résultat sur les chantiers réalisés, tel qu'exposé en annexe. Nous nous sommes assurés de la correcte application de cette méthode par la revue des procédures existant au sein de la société, l'examen des reportings de gestion par chantier et la mise en œuvre de revues, avec les responsables financiers et opérationnels, de contrats significatifs.
- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques liés à son activité, et en particulier les risques sur chantier. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer les risques, sur une revue des risques identifiés et des estimations retenues, et sur un examen des événements postérieurs venant corroborer ces estimations.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois



garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

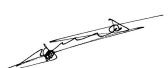
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 21 mars 2018

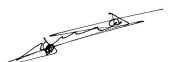
Le Commissaire aux Comptes
PricewaterhouseCoopers Audit


Yan Ricaud



COMPTES SOCIAUX RAZEL-BEC SAS
BILAN

ACTIF	30/09/2017		30/09/2016	
	Bruts	Amortissements provisions	Nets	Nets
Immobilisations incorporelles				
- Frais d'établissement, recherche, développement				
- Fonds commercial, concessions, brevets	2 675 000	695 210	1 979 790	2 117 020
- Autres immobilisations incorporelles et acomptes versés	3 696 887	2 361 928	1 334 960	278 255
Immobilisations corporelles				
- Terrains et constructions	26 062 598	14 109 679	11 952 919	9 087 120
- Matériels et outillages	75 405 224	64 396 987	11 008 237	14 375 479
- Autres immobilisations corporelles	25 079 393	19 625 882	5 453 510	7 268 244
- Immobilisations en cours et acomptes versés	1 524 921		1 524 921	1 970 903
Immobilisations financières				
- Titres de participation	32 786 549	6 150 068	26 636 481	27 524 121
- Créances rattachées à des participations	3 408 384		3 408 384	
- Autres titres immobilisés	226 404	4 958	221 446	221 446
- Prêts et autres immobilisations financières	1 288 159	6 549	1 281 610	1 251 742
ACTIF IMMOBILISE	172 153 518	107 351 260	64 802 258	64 094 331
Stocks				
- Matières premières et autres approvisionnements	5 501 513	76 718	5 424 795	7 398 892
- Produits finis	1 232 316	58 120	1 174 196	2 651 909
Avances et acomptes versés sur commandes	4 446 387	864 325	3 582 062	3 904 632
Créances				
- Créances clients et comptes rattachés	245 745 801	981 163	244 764 638	211 651 824
- Autres créances	102 668 986	3 927 389	98 741 597	94 503 966
Valeurs Disponibles				
- Valeurs mobilières de placement	1 981 837		1 981 837	
- Compte courant FAYAT	40 585 086		40 585 086	35 835 529
- Disponibilités	50 725 838		50 725 838	37 845 481
ACTIF CIRCULANT	452 887 765	5 907 716	446 980 049	393 792 234
Comptes de régularisation				
- Charges constatées d'avance	4 210 609		4 210 609	6 216 394
- Ecart de conversion actif	779 681		779 681	120 718
TOTAL DE L'ACTIF	630 031 574	113 258 976	516 772 597	464 223 676
Créances à plus d'un an	1 388 676	184 972	1 203 705	1 192 437



COMPTES SOCIAUX RAZEL-BEC SAS

BILAN

PASSIF	30/09/2017	30/09/2016
- Capital social	20 000 000	20 000 000
- Primes d'émission		
- Réserve légale	2 000 000	2 000 000
- Réserves réglementées	740 928	740 928
- Autres réserves	425 051	(2 108 803)
- Report à nouveau	567 591	569 903
- Résultat de l'exercice	1 189 378	497 688
- Subvention d'investissement		
- Provisions réglementées	945 627	1 287 989
CAPITAUX PROPRES	25 868 576	22 987 705
- Provisions pour risques	39 373 377	31 888 787
- Provisions pour charges	22 860 994	25 026 961
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	62 234 372	56 915 748
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
- Emprunts auprès des établissements de crédit	66 930 300	83 431 156
Avances et acomptes reçus sur commandes	38 357 956	18 761 088
Autres dettes		
- Dettes fournisseurs	84 318 868	90 976 763
- Dettes sociales	30 435 367	30 662 585
- Dettes fiscales	26 551 004	26 842 352
- Dettes sur immobilisations	2 341 696	1 348 650
- Autres dettes	159 562 487	111 811 800
DETTES	408 497 679	363 834 394
Comptes de régularisation		
- Produits constatés d'avance	19 415 987	19 337 272
- Ecart de conversion passif	755 984	1 148 557
TOTAL DU PASSIF	516 772 597	464 223 676
Emprunts à plus d'un an	39 302 117	52 421 897



COMPTES SOCIAUX RAZEL-BEC SAS
COMPTE DE RESULTAT

DETERMINATION DU RESULTAT NET		
	2017 09	2016 09
- Chiffre d'affaires	378 167 566	430 050 573
- Autres produits d'exploitation	10 272 796	7 454 089
- Reprises sur provisions	19 187 095	30 530 593
- Transfert de charges d'exploitation	7 529 186	4 310 682
Total des produits d'exploitation	415 156 643	472 345 936
- Achats et services extérieurs consommés	242 309 484	276 697 525
- Autres charges d'exploitation	547 580	827 471
- Impôts, taxes et versements assimilés	7 290 078	7 468 692
- Salaires, traitements et charges sociales	147 858 774	156 418 782
- Dotations aux amortissements d'exploitation	9 239 300	11 710 586
- Dotations aux provisions d'exploitation	25 414 062	28 294 009
Total des charges d'exploitation	432 659 278	481 417 065
Résultat dans les opérations faites en communs	22 877 893	9 349 105
RESULTAT EXPLOITATION	5 375 258	277 976
- Intérêts reçus et autres produits	11 456 915	6 156 877
- Reprises sur provisions à caractère financier	2 709 629	4 133 380
- Profits de change	458 433	6 709 646
Total des produits financiers	14 624 977	16 999 903
- Intérêts payés et autres charges	1 996 345	1 526 439
- Dotations aux provisions à caractère financier	3 522 851	5 171 689
- Pertes de change	5 144 451	2 379 129
Total des charges financières	10 663 646	9 077 257
RESULTAT FINANCIER	3 961 331	7 922 647
RESULTAT COURANT	9 336 589	8 200 623
- Résultat exceptionnel sur opérations de gestion	(4 200 875)	(8 388 563)
- Résultat exceptionnel sur opérations en capital	(45 945)	(108 491)
- Variation des amortissements et provisions exceptionnels	346 155	933 441
Résultat exceptionnel	(3 900 665)	(7 563 613)
Impôt sur les bénéfices	(4 246 546)	(139 322)
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	1 189 378	497 688
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence		
Amortissement des survaleurs		
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	1 189 378	497 688
Intérêts minoritaires		
RESULTAT NET	1 189 378	497 688
Résultat par action en euro	€ 1,37	€ 0,57



COMPTES SOCIAUX RAZEL-BEC S.A.S.

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.
Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.
Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Bilan au 30.09.2017

1 – FAITS MARQUANTS ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Faits marquants

Création d'une nouvelle succursale par Razel-Bec en ZAMBIE.

Evenements postérieurs à la clôture

Néant

2 – METHODE D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2017 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général N°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La société établit également des comptes consolidés publiés en normes françaises.

La présentation du Compte de Résultat a été simplifiée et fait référence aux modèles proposés par le Conseil National de la Comptabilité.

Nous avons conservé l'option pour un classement par nature des charges et l'évaluation des actifs au coût historique



La présente annexe mentionne toutes les informations expressément prévues par les textes dès lors qu'elles ont un caractère significatif. Tous les montants sont indiqués en milliers d'euros.

Changements de méthodes de présentation

Les méthodes de présentation et d'évaluation retenues pour établir les comptes de l'exercice 2017 sont demeurées inchangées par rapport à celles de l'exercice précédent.

Changements de réglementation sans incidence sur les comptes annuels

La société a adopté le règlement ANC 2015-06 modifiant le règlement ANC n°2014-03, relatif aux actifs incorporels.

En application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, nous avons estimé que le fonds commercial Anthracite inscrit au 01/10/2016 n'a pas de durée de vie limitée et à ce titre n'est pas amorti.

Nous avons choisi de conserver la durée d'amortissement antérieurement déterminée pour le fonds commercial Cari inscrit à l'actif de notre bilan d'ouverture.

Notre société n'a pas acquis de nouveaux fonds en 2017. Le caractère amortissable ou non amortissable des nouveaux fonds commerciaux sera désormais déterminé selon les nouvelles règles.

Fonds commerciaux présents à l'ouverture de l'exercice :

Fonds commercial Anthracite
Valeur Brute : 10 000 – non amorti

Fonds commercial Cari
Valeur Brute : 2 665 000 - Amortissement à la clôture : 695 217 – valeur nette : 1 979 783
Durée d'amortissement : 23 ans

3 – NOTES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT

NOTES SUR LE BILAN

3.1 - Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition.



Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Coûts d'emprunt

L'entité a opté pour la comptabilisation en charges des intérêts des emprunts spécifiques à l'acquisition ou à la production d'immobilisations .

Frais d'acquisition des immobilisations

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charges.

Fonds commercial

Les fonds commerciaux suivants sont inscrit à l'actif au 30/09/2017 :

- Fonds commercial Anthracite pour une valeur Brute : 10 000
Ce fonds a été acquis le 4 janvier 2010 conformément aux termes du jugement du Tribunal de Commerce d'Evry qui a ordonné la cession des éléments corporels et incorporels de la société Anthracite à la société Bec Frères. Cette dernière a fusionné en octobre 2011 avec la société Razel, devenue Razel-Bec
- Fonds commercial Cari pour une valeur Brute : 2 665 000
Ce fonds a été acquis par Razel-Bec suite à la fusion avec la société CARI en octobre 2011.

Autres immobilisations incorporelles (concessions, brevets, licences...)

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

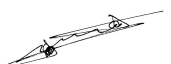
Fond commercial :

Conformément au règlement ANC 2015-06, le fonds commercial dont la durée d'utilisation est limitée fait l'objet d'un amortissement. Le cas échéant, il fait également l'objet d'une dépréciation.

Le caractère limité de la durée d'utilisation d'un actif est déterminé, soit à l'origine, soit en cours d'utilisation, au regard des critères, généralement physiques, techniques, juridiques ou économiques, inhérents à l'utilisation par l'entité de l'actif considéré.

Fonds commerciaux présents à l'ouverture de l'exercice 2017:

- o Fonds commercial Anthracite
Valeur Brute : 10 000 – non amorti
Nous avons estimé que ce fonds n'a pas de durée de vie limitée et à ce titre n'est pas amorti.



- Fonds commercial Cari
Valeur Brute : 2 665 000 - Amortissement à la clôture : 695 217 – valeur nette :
1 979 783

Nous avons choisi de conserver la durée d'amortissement de 23 ans antérieurement déterminée.

Pour les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation est non limitée, un test de dépréciation est réalisé au moins une fois par an. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les taux pratiqués sont déterminés en fonction des durées d'amortissement des immobilisations définies, soit par le barème de la Fédération Nationale des Travaux Publics, soit par l'usage pour les immobilisations non répertoriées dans ce document.

Les durées usuelles sont les suivantes :

- * Constructions :
 - Toiture: 10 à 20 ans: Mode linéaire
 - Fluides: 10 ans: Mode linéaire
 - Aménagements: 10 ans: Mode linéaire
 - Gros œuvre: 20 à 40 ans: Mode linéaire
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels, matériel de transport :
matériel de production d'une puissance supérieure à 200 CV : 7 ans ; mode linéaire ou dégressif ;
matériel de production d'une puissance inférieure à 200 CV et matériel de transports : 5 ans ;
mode linéaire ou dégressif ;
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans linéaire ou dégressif
- * Matériel informatique : 3 à 4 ans linéaire ou dégressif
- * Mobilier : 5 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Dépréciations des immobilisations

Une provision pour dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Le montant de la dépréciation comptabilisée au 30/09/2017 s'élève à 1 058 K€ et concerne le matériel du barrage de Koudiat (Algérie) revenu en France et stocké en attente de réutilisation ou de cession.

3.2 – Participation, titres immobilisés, valeurs mobilières

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.
La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.



Les valeurs mobilières de placement sont évaluées au coût d'achat. Le cas échéant, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence

3.3 – Stocks de matières premières, produits finis et semis-finis

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks de matériaux et approvisionnement sont évalués au coût moyen unitaire pondéré. Les stocks de produits finis sont évalués au coût de revient.

Les stocks sont dépréciés en fonction de leur durée de rotation ou de leur état physique.

3.4 – Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances clients, hors créances publiques, sont dépréciées au cas par cas suivant l'appréciation du risque.

3.5 - Valeurs disponibles

Les valeurs disponibles présentées au bilan comprennent outre les valeurs mobilières de placement et les disponibilités (soldes débiteurs des comptes bancaires et soldes des comptes de caisse), le solde débiteur du compte courant de la société FAYAT SAS, société mère du groupe FAYAT.

La société fait partie de la centralisation de trésorerie du Groupe Fayat, dont le fonctionnement est le suivant :

La société centralisatrice rémunère les excédents de trésorerie des sociétés centralisées au taux EONIA en cours d'année. Les éventuels excédents de produits financiers dégagés par les placements effectués à partir de ces fonds sont répartis en fin d'exercice.

Les sociétés centralisées en situation emprunteuse rémunèrent la société centralisatrice au taux de rémunération moyen du cash pool.

3.6 - Provisions réglementées

Le société pratique, lorsqu'elle y est autorisée, un amortissement dégressif qui est traité en amortissement dérogatoire, inscrit dans le poste « provision réglementée »

3.7 - Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'évènements passés.

Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Elles sont décomposées par nature au § 6.



3.8 - Provisions pour retraites et avantages similaires

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Les engagements correspondants ont été constatés sous la forme de provision.

La part des engagements qui ont fait l'objet d'une provision s'élève à 8 599 K€ au 30 septembre 2017 au lieu de 7 848 K€ au 30 septembre 2016.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 1.67 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 12-14)

Un régime de retraite complémentaire à prestations définies a été mis en place pour certaines catégories de personnel auprès d'une compagnie d'assurance.

Les cotisations versées à la clôture permettent de couvrir les passifs estimés correspondant aux prestations à servir.

L'entreprise a provisionné également le coût futur estimé des médailles du travail. Le montant provisionné ressort à 757 K€ au 30 septembre 2017 contre 792 K€ au 30 septembre 2016.

3.9 - Ecarts de conversion des établissements hors zone Euro

Les éléments composant l'actif immobilisé, les capitaux propres et les provisions sont comptabilisés suivant la méthode du coût historique. Les différences de change sur créances et dettes constatées à la clôture sont portées en écarts de conversion actifs ou passifs. Les soldes nets actifs des écarts de conversion par monnaie font l'objet de provisions pour risques.

Les écarts de change sur actifs et passifs monétaires sont comptabilisés en résultat.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.10 - Détermination du Chiffre d'Affaires et du Résultat

Le chiffre d'affaires et le résultat sont constatés selon la méthode de l'avancement conformément à l'avis n°99-10 du Conseil National de la Comptabilité relatif aux contrats à long terme.

Le résultat constaté à la clôture de l'exercice n'est jamais supérieur au produit du résultat final prévu par le pourcentage d'avancement.

Lorsqu'un contrat doit conduire à un résultat global déficitaire, il est constaté une provision pour perte à terminaison égale à la différence entre la perte finale estimée et le total des pertes relatives à ce contrat déjà prises en compte à la date de clôture.

Les résultats prévisionnels à terminaison des chantiers sont révisés périodiquement. S'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations peuvent parfois différer des estimations.



3.11 -- Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Résultat sur cession d'immobilisations liées à l'exploitation normale :

La société ne fait apparaître dans le résultat exceptionnel que les éléments ne provenant pas des activités ordinaires (pertes et profits sur cessions de titres et d'immobilisations hors exploitation).

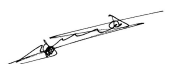
3.12 - Comptabilisation des opérations faites en commun

La méthode utilisée est celle d'une comptabilité autonome tenue par le gérant associé.

Les débours, frais de personnel et de matériel facturés à la participation figurent dans notre chiffre d'affaires comptable.

Ce chiffre est retraité (voir paragraphe 10) pour la détermination de notre chiffre d'affaires économique.

La méthode de prise en compte du résultat dans la SEP est déterminée par les associés de la SEP dans les conditions de majorité requises par les statuts.



4 - ACTIF IMMOBILISE

4.1 - Variation de l'actif immobilisé en valeurs brutes

En milliers d' Euros

	Montant au 30/09/2016	Apports	Entrées	Sorties et autres mouvements	Montant au 30/09/2017
Immobilisations incorporelles	5 188		1 252	68	6 372
Immobilisations corporelles	138 038		7 889	17 855	128 072
Immobilisations financières	34 049		3 868	207	37 710
Total des immobilisations	177 275		13 009	18 130	172 154

4.2 - Variation des amortissements et provisions de l'actif immobilisé

En milliers d' Euros

	Montant au 30/09/2016	Apports	Dotations	Sorties et autres mouvements	Montant au 30/09/2017
Immobilisations incorporelles	2 791		324	58	3 057
Immobilisations corporelles	105 338		9 012	16 217	98 133
Immobilisations financières	5 051		1 905	795	6 161
Total des amortissements	113 180		11 241	17 070	107 351

5 - CAPITAL SOCIAL

	30/09/2017	30/09/2016
* Nombre d'actions au début de l'exercice	870 696	870 696
* Actions émises pendant l'exercice		
* Actions annulées pendant l'exercice		
* Nombre d'actions à la fin de l'exercice	870 696	870 696
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	22 988	26 862
Distribution de l'exercice	-500	-1 900
Variation écart de conversion	2 533	-2 354
Variation subvention d'investissement	0	0
Variation provisions réglementées	-342	-118
Résultat de l'exercice	1 189	498
Capitaux propres à la clôture de l'exercice	25 869	22 988

21/02/2018



6 - VARIATION DES PROVISIONS

En milliers d' Euros

	Montant au 30/09/2016	Apports	Dotations	Reprises et autres mouvements		Montant au 30/09/2017
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées	1 288		231	573		946
Provisions pour risques et charges						
Litiges	6 106		1 689	304	403	7 088
Garanties données	2 169		1 088	1 504		1 753
Lissage résultat	20		746	20		746
Pertes à terminaison	12 424		6 480	6 766		12 138
Pertes de change	121		695	37		779
Autres risques (1)	11 050		9 861	2 415	1 627	16 869
Sous-total provision pour risques	31 889		20 559	11 046	2 030	39 373
Retraites et avantages similaires	8 603		948	196		9 355
Remise en état des sites	95		34	65		64
Autres charges	16 329		4 438	7 326		13 441
Sous-total provisions pour charges	25 027		5 420	7 587		22 861
Total provisions pour risques et charges	56 916		25 979	18 633	2 030	62 234

(1) dont risques sur filiales, litiges, pénalités et risques sur affaires non provisionnées par ailleurs

	Montant au 30/09/2016	Apports	Dotations	Reprises et autres mouvements	Montant au 30/09/2017
Dépréciation d'actif					
Titres de participation et titres immobilisés	5 044		1 906	795	6 155
Autres immobilisations financières	7				7
Stocks	169		33	67	135
Avances et acomptes versés	872		11	19	864
Clients	919		184	122	981
Autres créances	3 005		923		3 928
Total provisions pour dépréciation d'actif	10 016		3 057	1 003	12 070

7 - PART DES CREANCES ET DES DETTES

En milliers d' Euros

	CREANCES	DETTES
- 1 an	345 567	389 368
De 1 à 5 ans	16 981	39 302
Plus de 5 ans		
TOTAL	362 548	428 670
Dont part à plus d'un an :	16 981	39 302

21/02/2018



8 - ENGAGEMENTS FINANCIERS

8.1 - Engagements financiers donnés

En milliers d' Euros

		30/09/2017	30/09/2016
* Garanties financières		145 384	101 834
* Avances	129 756		
* Paiements sous traitants	9 174		
* Autres garanties financières	6 454		
* Cautions sur marchés		211 346	157 338
* Soumissions	4 513		
* Retenue Garantie	141 787		
* Bonne fin	65 046		
* Rachats locations financières		1 529	823
* Clause de retour à meilleure fortune (1)		16 500	16 500
* Garantie Maison Mère		19 973	21 811
* Nantissement fonds de commerce GTTP		810	810
Total des engagements financiers donnés		395 542	299 116

8.2 - Engagements financiers reçus

En milliers d' Euros

		30/09/2017	30/09/2016
* Cautions sous-traitants		10 702	8 546
* Remboursement avances		11 805	10 535
* Garanties de paiement		6 921	6 881
* Autres engagements reçus		1 500	
Total des engagements financiers reçus		30 928	25 962

(1) Conditions d'exercice de la clause de retour à meilleure fortune :

- Que la société RAZEL-BEC retrouve une situation nette consolidée supérieure à 75 M€ d'ici le 30 septembre 2018; étant précisé que cette situation nette comptable s'appréciera sans tenir compte de toutes opérations d'augmentation ou de réduction de capital.
- Que la société RAZEL-BEC retrouve une rentabilité égale ou supérieure à 3 % (résultat consolidé après impôt et participation des salariés par rapport au Chiffre d'Affaires consolidé) pendant 2 années consécutives, pendant la période du 1er octobre 2013 au 30 septembre 2018. Passé ce délai du 30 septembre 2018, et abstraction faite de la première condition, cette subvention, ou partie de subvention non encore remboursée, sera remboursable par quart tous les ans sous réserve de résultat positif après les remboursements effectués de la subvention et ainsi de suite jusqu'à extinction totale de cette créance.
Si un solde de quart n'est pas honoré suite à l'absence de résultat positif, ce solde sera dû dès l'année suivante à condition que le résultat dudit exercice soit suffisamment positif.

21/02/2018



9 - EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

La société intervient dans le secteur des travaux publics et l'exploitation de carrières.

Le chiffre d'affaires "comptable" ne donne pas une représentation économique du niveau d'activité de la Société.
L'évolution entre 2015 et 2016 du chiffre d'affaires "économique", après retraitements, se présente comme suit :

En milliers d' Euros

	2017	2016
* Chiffre d'affaires comptable	378 168	430 051
* Incidence de la prise en compte de la quote part du chiffre d'affaires des sociétés en participation	168 865	146 688
* Autres retraitements	(2 468)	(8 971)
* Chiffre d'affaires économique	544 565	567 768
Dont export	132 018	186 131

10 - RESULTAT FINANCIER

En milliers d' Euros

	2017	2016
Produits financiers nets sur opérations court terme	402	1 064
Intérêts sur financement à long terme	(1 355)	(1 074)
Revenu titres de participation	10 414	4 641
Résultat net de change (yc provision)	(3 521)	2 000
Variation provision	(1 978)	1 292
Résultat financier	3 962	7 923

11 - RESULTAT EXCEPTIONNEL

En milliers d' Euros

	2017	2016
Plus values	(46)	(108)
Variation amortissements dérogatoires	342	118
Restructuration et coût de départ	(1 262)	(2 752)
Dépréciations exceptionnelles	(96)	(6)
Abandons de créances	(2 950)	(5 375)
Litiges		
Autres éléments exceptionnels	111	560
Résultat exceptionnel	(3 901)	(7 564)

21/02/2018



12 - IMPOT SUR LES BENEFICES

La charge d'impôt sur les bénéfices de l'exercice se décompose en :

- charge d'impôt en France :	314 K€
- charge d'impôt à l'étranger :	-4 561 K€
- Total :	-4 247 K€

Situation fiscale différée ou latente

En milliers d' Euros

*Actif d'impôt latent	Total	France	Etranger
Différences temporaires	-5 137	-3 064	-2 073
Reports déficitaires	11 166	10 512	654
	6 029	7 448	-1 419

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

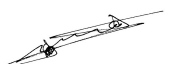
En milliers d' Euros

	Résultat avant impôt	Impôts sur bénéfices	Résultat net
Résultat courant	9 337	-2 793	6 544
Résultat exceptionnel	-3 901	-1 454	-5 355
Total	5 436	-4 247	1 189

13 - EVOLUTION DE L'EFFECTIF

	TOTAL		FRANCE		ETRANGER	
	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2017	30/09/2016
* Ingénieurs et cadres	749	676	673	633	76	43
* Employés, techniciens et agents de maîtrise	700	649	523	517	177	132
* Ouvriers	1 921	1 456	870	586	1 051	870
TOTAL	3 370	2 781	2 066	1 736	1 304	1 045

21/02/2018



14. INTEGRATION FISCALE

La société Razel-bec SAS est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FAYAT, 137 RUE DU PALAIS GALLIEN 33029 BORDEAUX CEDEX.

La convention d'intégration fiscale est celle préconisée par l'administration fiscale. L'impôt sur les bénéfices est calculé comme en l'absence d'intégration fiscale, excepté les deux points suivants :

- Tous les crédits d'impôts sont directement acquis,
- La quote-part de frais et charges appliquée sur les dividendes perçus des filiales intégrées fiscalement est identique à la quote-part applicable aux dividendes reçus par la tête de groupe (1%)

Les créances d'impôts liées au déficit ne sont pas comptabilisées.

En l'absence d'intégration fiscale, le résultat imposable de notre Société étant négatif, les crédits d'impôts étrangers s'élevant à 821 910 € auraient été perdus et auraient été passés en charges d'exploitation, sans incidence sur le montant de l'impôt sur les sociétés passé en charge.

Les autres crédits d'impôts étant soit reportables, soit restituables, l'intégration fiscale n'a pas d'impact sur la charge d'impôt sur les sociétés comptabilisée.

15. CONSOLIDATION

Les comptes du Groupe RAZEL-BEC SAS dont RAZEL-BEC SAS est la société mère sont consolidés depuis le 1er janvier 2009 par la société FAYAT SAS.

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : FAYAT
Forme : SAS
Au capital de : 110 000 000 Euros
Adresse du siège social :
137 rue du Palais Gallien
33029 BORDEAUX CEDEX
N° de SIRET : 595 750 589 00052

Les comptes consolidés du Groupe FAYAT sont disponibles au siège de la société FAYAT SAS : 137 rue du Palais Gallien 33000 Bordeaux

16. HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes compris dans les charges de l'exercice s'élève à 231 K€.

17. CREDITS D'IMPOTS POUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel pour un montant de 3 075 K€ correspondant à l'exercice fiscal.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés et de reconstitution de leur fonds de roulement.



L'utilisation par la société de ce crédit d'impôt a été conforme aux objectifs prévus par la loi, notamment pour maintenir les investissements productifs à un haut niveau.

Le montant du CICE de l'année civile 2016 imputé sur l'impôt sur les sociétés du au titre de 2017 est de 2 615 K€.

